

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Muhammadu Bihari, président de la république fédérale du Nigeria, sur les relations franco-nigérianes et sur la lutte contre la secte terroriste Boko Haram, à Paris le 14 septembre 2015.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mesdames, Messieurs,

J'ai été très heureux d'accueillir le Président BUHARI. Je le remercie d'avoir choisi la France pour son premier déplacement en Europe depuis son élection. J'avais eu l'occasion de le féliciter dès le lendemain du scrutin - un scrutin qui a été parfaitement transparent et dont le résultat n'a fait l'objet d'aucune contestation.

Je considère le Nigeria comme un pays ami - je m'y étais rendu d'ailleurs en 2014 - mais aussi comme un partenaire stratégique pour la France. Le Nigeria est, en effet, un pays qui compte sur la scène internationale. C'est le pays le plus peuplé du continent africain avec 180 millions d'habitants et c'est la première économie africaine et la 20^e puissance économique du monde. Et même si le cours du baril de pétrole n'est pas aussi haut qu'il y a quelques mois, l'économie nigériane reste vigoureuse et la France veut pleinement s'y investir.

Nous avons forcément évoqué la situation que connaît, hélas le nord du Nigeria et plus largement la région du lac Tchad, avec des assassinats, des attentats, des femmes qui sont enlevées, violées, des enfants qui sont utilisés comme des armes. La France est entièrement solidaire du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram et nous apportons un soutien à l'ensemble des pays de la région qui sont concernés par cette secte odieuse. À l'égard du Nigeria, nous avons la même volonté d'appui, de soutien et de solidarité.

Nous avons donc voulu depuis plusieurs mois qu'il y ait une coopération entre les pays de la région et la France, qui y est présente notamment suite à l'intervention au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane, et qui apporte tout son concours en termes d'échanges d'informations, de renseignements mais aussi de formation et d'équipement de la force africaine régionale qui est en train de se constituer.

En mai 2014, nous avons réuni ici à Paris l'ensemble des chefs d'Etat de la région du lac Tchad et nous proposons d'avoir encore une réunion dans ce cadre ici à Paris ou ailleurs, pour que nous puissions renforcer encore notre appui, échanger encore davantage d'informations et de renseignements et de moyens pour lutter contre Boko Haram.

D'ailleurs, depuis que nous avons réussi à mieux coordonner nos efforts, les résultats sont là. Le Président BUHARI a pris des décisions très importantes au lendemain de son élection qui ont permis à l'armée nigériane de remporter de nombreux succès contre Boko Haram. Mais Boko Haram est lié, nous le savons, à Daech et ce soutien de ce groupe. Lutter contre Boko Haram, c'est lutter contre Daech. Nous ne pouvons plus distinguer le terrorisme selon les régions : c'est le même terrorisme, inspiré par les mêmes idéologies de mort. Et c'est la raison pour laquelle la France a depuis longtemps, déjà en intervenant au Mali, en soutenant les pays de la région du lac Tchad, engagé le combat contre le terrorisme et contre Daech.

Nous sommes également présents dans la coalition en Irak. Nous avons annoncé des vols de reconnaissance permettant d'envisager des frappes si c'était nécessaire - et ce sera nécessaire en Syrie - Mais nous avons déjà montré notre détermination dans l'action que nous engageons dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Nous avons également parlé d'économie parce que la France veut encore davantage être présente au Nigeria, surtout dans les conditions que nous connaissons aujourd'hui. L'Agence française de développement a signé une convention d'un montant de 130 millions d'euros pour soutenir la nouvelle banque de développement du Nigeria et nous allons aussi signer un certain nombre d'accords, notamment pour l'agriculture qui est la grande priorité du Président BUHARI, et pour les infrastructures, parce qu'il y a là pour les technologies françaises mais également pour le partenariat que nous avons voulu nouer avec les entreprises nigérianes une nouvelle étape de notre relation.

Enfin, nous avons évoqué la Conférence sur le climat. Laurent FABIUS a présenté les différentes étapes que nous avons déjà franchies et celles qui nous restent encore pour aboutir à un accord à Paris. L'appui du Nigeria nous est particulièrement précieux. Les engagements que le Nigeria s'apprête à prendre sont tout à fait courageux et le Président BUHARI sera à New York, à l'Assemblée générale des Nations Unies et nous aurons une réunion au plus haut niveau avec le Secrétaire général des Nations Unies permettant de préparer la réussite de la COP21, la Conférence sur le climat.

Mais si nous voulons réussir, ce n'est pas simplement pour arrêter nos efforts en décembre prochain. C'est pour permettre qu'il y ait des financements nouveaux, qu'il y ait des transferts de technologies et le Nigeria sera un partenaire essentiel dans « l'après-COP21 ».

Merci M. le Président, d'être venu ici à Paris. Vous savez que vous avez avec la France un partenaire et un ami.

MUHAMMADU BUHARI, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU NIGERIA

Merci beaucoup Monsieur le Président. C'est à mon tour de remercier Monsieur le Président d'avoir très rapidement identifié les problèmes du Nigeria et pour tout ce qu'il a fait dans la région, en particulier avec le soutien apporté aux pays membres de la commission pour le bassin du lac Tchad.

Boko Haram est basé essentiellement au Nigeria mais se développe, notamment grâce à l'allégeance déclarée à Daech et également grâce aux ressources matérielles dont il bénéficie. L'accord conclu à Paris au sein de la Commission du bassin du lac Tchad avec les pays membres - le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Bénin et le Nigeria - grâce au soutien de la France - est très important - et il faut que nous continuions sur la base des recommandations adoptées lors de ce sommet. Il est important que ces pays au sein de la Commission du bassin pour le lac Tchad puissent continuer jusqu'à la prochaine réunion qui se tiendra en mai 2016 pour s'assurer que nous puissions véritablement déraciner Boko Haram. Nous avons demandé à chacun des pays d'allouer un certain nombre de troupes, des soldats équipés, conformément aux recommandations formulées par la Commission et nous remercions la France de l'engagement qu'elle a pris.

Des décisions ont également été prises et présentées au G7 sur la formation et l'équipement notamment et parmi les problèmes auxquels nous sommes confrontés, il y a également celui du Golfe de Guinée qui va du Sénégal à l'Angola. Les ressources pétrolières y sont nombreuses mais c'est un golfe qui souffre du vol et de la piraterie. Et là, nous nous en remettons également, dans une large mesure, à la France et aux autres pays membres du G7, pour obtenir des informations pour pouvoir intercepter des cargaisons illégales avant qu'elles ne quittent la région.

Le problème majeur du Nigeria est que plus de 66% de sa population sur 180 millions, est jeune et peu importe qu'ils soient allés ou non à l'école, nos jeunes n'ont pas d'emploi. Et c'est vraiment la plus grande menace pour nous. Depuis l'élection, nous essayons véritablement de mettre en œuvre la meilleure approche et nous pensons que c'est l'agriculture et les mines ainsi que le renforcement de nos infrastructures qui nous apporteront la réponse mais principalement l'agriculture pour faire en sorte que nous puissions nourrir notre peuple et bénéficier d'une

securite alimentaire.

Et comme l'a dit le Président, la chute des prix du pétrole a eu un effet sur les pays du Golfe de Guinée et a imposé un profil extrêmement bas au Nigeria. Tout ceci est très préoccupant mais je suis très heureux, Monsieur le Président, de voir que vous êtes très au courant de ces problèmes que nous rencontrons et que vous soyez si disposé à nous aider.

Merci encore, Monsieur le Président.